

Système alimentaire et santé-environnement : grande cause nationale

tribune publiée dans *Le Monde* / version numérique le 29 mars 2024

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/30/la-transition-vers-des-systemes-agricoles-et-alimentaires-durables-doit-devenir-une-grande-cause-nationale_6225010_3232.html

à l'initiative de l'Alliance santé biodiversité

Médecins, vétérinaires, professionnels des sciences de l'environnement et des sciences humaines, conscients des liens entre santé et biodiversité, nous nous sommes engagés afin de promouvoir une approche globale basée sur les liens d'interdépendance entre la santé des humains, des animaux, des végétaux et des écosystèmes. Nous faisons part de notre forte préoccupation à l'égard des réponses apportées par le gouvernement à la crise agricole. Nous affirmons que certaines mesures, telles que la remise en cause de l'objectif d'une sortie progressive de la dépendance aux produits phytosanitaires, vont retarder la nécessaire transformation de nos systèmes agricoles et alimentaires.

Après-guerre, face aux pénuries alimentaires, dans un contexte bien différent de celui d'aujourd'hui, les responsables politiques et agricoles européens ont lancé une « *révolution verte* » afin de moderniser l'agriculture. Dès les années 1970, les excédents agricoles ont remplacé les pénuries.

Mais déjà, les données scientifiques montraient que l'usage systématique de biocides (herbicides, insecticides et fongicides) nuit à la vie du sol et à la biodiversité sous toutes ses formes. De René Dumont (1904-2001), [candidat écologiste à l'élection présidentielle française, en 1974], à Edgard Pisani (1918-2016) [ancien ministre de l'agriculture français de 1961 à 1966], en passant par Sicco Mansholt (1908-1995), ancien président néerlandais de la Commission européenne [1972-1973], les penseurs et responsables de cette révolution verte, prenant conscience de l'impasse de ce modèle de production, ont appelé à engager l'agriculture dans une nouvelle voie, moins dépendante des engrais de synthèse et des produits phytosanitaires. En vain.

Au début des années 1990, la réforme de la Politique agricole commune (PAC) et la dérégulation des marchés agricoles dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont transformé en profondeur nos systèmes alimentaires. La mise en concurrence de toutes les agricultures du monde s'est substituée aux principes d'une agriculture nourricière au service d'une souveraineté alimentaire partagée et solidaire entre les peuples.

Les régimes alimentaires malsains sont aujourd'hui reconnus comme la principale cause du développement alarmant des maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires ou de nombreux cancers. Alors que l'agriculture peut jouer un rôle positif pour la biodiversité, les modes de production dits conventionnels ont un impact majeur sur la dégradation des écosystèmes.

Plusieurs études viennent d'estimer les coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires de nos systèmes alimentaires : au moins 10 000 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 10% du PIB mondial et, pour la France, 160 milliards d'euros par an¹. Cette situation est intenable. De plus, les conséquences de certaines pratiques agricoles sur l'érosion et la fertilité des sols mettent en péril l'objectif même de souveraineté alimentaire.

La transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables n'est donc pas un choix mais une nécessité. C'était le sens des propos du président de la République dans son discours de Rungis le 11 octobre 2017 : « *Notre agriculture doit réduire sa dépendance aux intrants chimiques qui polluent nos sols, nos cours d'eau et nos nappes.* ».

En nous appuyant sur les données de l'expertise scientifique et sur l'application du principe de non-régression du droit de l'environnement, nous proposons d'engager des transformations profondes qui impliquent une approche systémique associant amont et aval de la chaîne alimentaire, offre et demande alimentaire ainsi que le développement des synergies entre filières animales et végétales :

- Soutenir techniquement et financièrement les nombreux agriculteurs qui innovent dans leurs exploitations pour massifier les bonnes pratiques de transition agroécologique. Qu'il s'agisse d'agriculture biologique, d'agriculture de conservation des sols, d'agroforesterie ou d'agriculture régénératrice, le processus consiste à s'appuyer sur l'accroissement de la biodiversité pour renforcer les fonctions écologiques comme les régulations biologiques dans les sols et les paysages. L'application de ce principe permet de réduire la dépendance aux intrants de synthèse, mais constitue une prise de risque pour les agriculteurs. La PAC devrait donc évoluer pour devenir un levier des changements de pratiques agricoles ;
- Inciter à l'évolution des comportements alimentaires vers plus de produits végétaux riches en protéines, en fibres et en micronutriments, dans le cadre d'un rééquilibrage avec les produits animaux et en réduisant la consommation de produits ultra-transformés. Cet objectif implique une action déterminée de l'ensemble des acteurs, notamment de la transformation et de la distribution, pour créer les conditions d'un environnement alimentaire favorable facilitant le choix en faveur de régimes alimentaires sains et durables ;
- Soutenir fortement les expérimentations territoriales visant à permettre l'accès de tous à une alimentation saine et diversifiée, tout en reconnectant agriculture et alimentation dans des filières locales. Cet objectif doit être intégré dans le Plan National Santé-Environnement (PNSE 4), la future Stratégie Nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat (SNANC) et dans des projets alimentaires territoriaux ambitieux portés par les collectivités territoriales, les acteurs économiques et les citoyens ;
- Former la jeunesse aux enjeux qui la concernent, en introduisant des heures et des contenus de programme, dès l'enseignement primaire, sur la compréhension de l'environnement et des déterminants de la santé individuelle et publique. De nouvelles attitudes de consommation doivent accompagner les réformes attendues et créer le marché correspondant.

Un nouveau pacte entre l'agriculture et la société est nécessaire. Les enjeux agricoles, alimentaires, sanitaires et environnementaux sont étroitement liés. L'alimentation est l'affaire de tous et la transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables doit devenir une grande cause nationale.

Pierre Souvet, cardiologue et président de l'Association Santé-Environnement France ; **Jean-Yves Gauchot**, président de la Fédération des Syndicats Vétérinaires de France ; **Antoine Gatet**, président de France Nature Environnement ; **Bernard Chevassus-au-Louis**, président de l'association Humanité et Biodiversité ; **Jérôme Fromageau**, président de la Société Française pour le Droit de l'Environnement ; **Elisabeth Gnansia**, médecin et présidente de la Société Francophone de Santé-Environnement ; **Maud Lelièvre**, présidente du comité français de l'Union Internationale de Conservation de la Nature ; **Hélène Soubelet**, docteur vétérinaire, directrice générale de la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité ; **Michel Duru**, Directeur de recherche, chargé de mission à l'Inrae ; **Marc-André Sélosse**, Professeur au Muséum, Institut Universitaire de France .

Liste complète des signataires : <https://urlr.me/xsJhZ>